



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 95.

LUNDI, 4 Avril 1808.

EXTÉRIEUR.

DANEMARCK.

Copenhague, le 19 mars.

M. le gentilhomme de la chambre, de Stemann, arriva ici de Rendsbourg, mercredi à quatre heures du matin, avec la nouvelle que S. M. le roi Christian VII y était décédé le 13. Après l'expédition de plusieurs ordres nécessaires, les portes de la ville furent fermées et la garnison rassemblée sur ses différentes places d'armes. Le ministre d'état, M. le comte de Bernstorff, se présenta au balcon du palais de S. M., annonça au peuple le décès de son roi, et proclama S. M. le roi Frédéric VI. Le peuple répondit par des cris de *hurrah* ! répétés neuf fois consécutives. Deux hérauts, accompagnés d'un détachement de la garde à cheval, répétèrent cette proclamation sur les marchés et places publiques. Pendant ce tems, M. le gouverneur, prince Frédéric de Hesse, fit rassembler les deux régiments des gardes, ainsi que l'artillerie et le reste de la garnison, et leur fit prêter serment de fidélité. La garnison de la citadelle le prêta entre les mains du commandant, M. le comte de Baudissin. Les timballes et les étendards de la garde à cheval furent alors portés dans l'antichambre de S. M., ainsi que les drapeaux de la garde à pied. Les portes de la forteresse furent ouvertes vers une heure, après que les différens corps de bourgeoisie eurent prêté serment de fidélité.

S. M. a ordonné que le régiment du feu roi porterait à l'avenir le nom de *régiment de la Couronne*, et conserverait son rang dans l'armée. Le régiment du *Prince-Royal* portera à l'avenir le nom de *régiment du Roi*.

Plusieurs vaisseaux chargés de vivres sont arrivés ici ces jours derniers ; il y avait dans ce nombre un vaisseau norvégien et un suédois, chargés de harengs.

Le bureau-général des postes a fait publier que, le 21 de ce mois, il serait établi une poste qui passerait par Laaland et Langeland, et qui porterait les lettres par duplicata.

Selon le rapport des voyageurs, il manque maintenant à Gøttembourg huit malles anglaises. (*Journal du Commerce.*)

Dimanche prochain 27, on prendra pour six mois le deuil de S. M. le roi Christian VII.

L'hiver est toujours très-rigoureux, et le vent est constamment au sud-est. La dernière poste de Hambourg, qui arrive ordinairement le vendredi matin, n'est arrivée ici cette nuit que vers trois heures.

Le port d'Elseneur est rempli de glaces, les côtes en sont couvertes et le Sund charrié.

Un corsaire danois a pris devant Høgenæs un petit navire suédois, qui venait de Gøttembourg, avec un chargement de café. C'est la première prise suédoise que nous ayons faite.

On apprend que le général Cederstrom est arrivé en Scanie, où il commandera sous le feld-maréchal baron de Toll. (*Publiciste.*)

Dans l'an 1807, il est passé par le Sund 3389 bâtimens venant du Nord, et 2851 venant de la Baltique.

Les harengs ont été peu abondans sur la côte de Suède, et se sont au contraire montrés en grand nombre près le promontoire Skudernes en Norvège.

La chancellerie royale a communiqué, le 15 de ce mois, un ordre suprême au conseiller de justice et vice-bourguemestre Peber Bech, qui lui enjoint de prendre toutes les mesures nécessaires pour rassembler toutes les voitures et les chevaux dont l'armée de S. M. peut avoir besoin. Celui qui ne se prêterait pas à une pareille réquisition, ou manquera de se trouver à son poste au tems fixé, sera condamné à une amende de 10 à 50 rixdales. (*Journal de l'Empire.*)

Du 22 mars.

Les contributions volontaires pour la formation d'une nouvelle flotte continuent toujours. Dans la liste des sommes considérables et autres effets précieux destinés à cet objet, on trouve

une somme de 1977 thalers donnée par les husards ; 604 thalers et 21 onces d'argent présentés par le baron Adeler ; 1000 thalers envoyés par le comte Magnus Molthe ; 6300 thalers donnés par la commune de Dipen, outre une grande quantité d'or et d'argent ouvré, et beaucoup de bled. Beaucoup d'autres communes et seigneurs se sont distingués par des dons considérables.

ALLEMAGNE.

Vienne, le 20 mars.

On remarque que depuis quelque tems la cour se plaît à distinguer les hommes connus par des ouvrages relatifs à la statistique. M. le comte de Berchtold, auteur d'une instruction pour les voyageurs, a été nommé camérier de S. M. I. Les professeurs Schedius et Schwartner, professeurs à Pest en Hongrie, ont reçu des lettres flatteuses, par lesquelles le gouvernement les invite à continuer leurs travaux sur la statistique. Le baron de Liechtenstein va publier un grand Traité géographique et une carte de l'Europe centrale ; les archiducs Charles et Jean lui ont fourni des matériaux pour l'un et l'autre de ces ouvrages. (*Journal de l'Empire.*)

Hambourg, le 25 mars.

Nous éprouvons en ce moment toutes les rigueurs de l'hiver. Le vent souffle de l'est continuellement.

La garnison d'Altona a prêté, avant-hier, son serment de fidélité au nouveau roi Frédéric VI.

La ville de Bodenreich, dans le pays de Lunebourg, a été presque entièrement réduite en cendres, le 18 de ce mois, par un incendie. Tous les édifices du clergé, le moulin et la tour de l'église sont au nombre des bâtimens qui sont devenus la proie des flammes ; la violence du vent a encore augmenté les malheurs de cette journée en portant l'incendie dans les lieux mêmes où l'on avait cru mettre en sûreté les effets qu'on était parvenu à sauver. (*Courier de l'Europe.*)

Des bords du Danube, le 28 mars.

Les fabricans et les négocians d'Augsbourg attendent avec impatience la publication du traité de commerce entre la Bavière et le royaume d'Italie pour reprendre leurs relations commerciales avec le royaume d'Italie, et notamment avec Venise et les autres places du ci-devant duché de ce nom. L'une des villes les plus favorisées par sa position, et qui peut devenir dans la suite le centre d'un commerce étendu entre la Suisse, l'Allemagne méridionale et l'Italie, est celle de Lindau. Cette ville prospère visiblement, depuis qu'elle est sous la domination bavarroise. Plusieurs familles riches et de grands manufacturiers s'y sont établis depuis peu ; le nombre des commissionnaires y augmente aussi, et les spéculations qu'on y fait paraissent avoir le plus heureux succès. Lindau est en ce moment l'entrepôt de tout le commerce du Vorarlberg, et le marché d'où les habitans de cette dernière province tirent tout ce qui leur est nécessaire.

On s'occupe toujours à Munich de l'amélioration de l'instruction publique pour le royaume de Bavière. Les changemens qu'on annonce dans cette partie essentielle de l'administration équivaudront, à ce que l'on prétend, à une organisation nouvelle et complète. On ne croit pas au reste qu'ils s'effectuent de suite.

Il est, dit-on, arrivé à Constantinople des caravanes d'Asie, avec des provisions considérables de café d'Arabie et de cotons du Levant. Les villes d'Alep et de Smyrne n'ont actuellement d'autres débouchés que la voie de terre, pour les nombreux produits qui leur arrivent des contrées de l'Orient ; cependant le commerce de ces places se soutient toujours. (*Journal du Commerce.*)

ISTRIE.

Trieste, le 15 mars.

Depuis quelques semaines on a fait partir d'ici et envoyé en Allemagne ou en Suisse la majeure partie des cotons qui se trouvaient encore dans nos magasins ; aussi cette marchandise renchérit-elle de jour en jour.

— Il a éclaté, dit-on, quelques troubles dans la partie turque de l'Albanie ; mais on n'en connaît pas les détails. (*Publiciste.*)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 24 mars.

Par décret du 21 de mois, M. le comte de Meerfeld, premier chambellan du roi, et M. le baron de Malsbourg, ont été nommés conseillers-d'état. Le 22 ils ont prêté le serment en cette qualité.

— D'après une lettre ministérielle, adressée sous la date du 20 de ce mois, aux préfets du département de la Saale, toutes les marchandises anglaises qui seront découvertes, quel qu'en soit le possesseur, devront être brûlées publiquement. (*Journal de Francfort.*)

ROYAUME DE NAPLES.

Naples, le 22 mars.

Le 19, jour de la fête de S. M. notre auguste souverain, il y a eu grand cercle et gala à la cour. Tous les officiers de la garnison ont eu l'honneur d'être présentés à S. M.

Le corps de la ville, desirant offrir au roi un hommage de son amour et de sa reconnaissance, avait fait représenter, sur le théâtre royal de Saint-Charles, l'opéra intitulé : *Les Pythagoriciens*, du poète Monti. La musique de cet ouvrage est de Paisiello.

A son entrée dans sa loge, le roi fut accueilli par les plus vifs applaudissemens.

Le poème et la musique ont eu le plus grand succès.

S. M., par un décret du 19, a nommé chambellan M. Fiangeri, vice-président du corps de ville. M. Livron, capitaine-adjoint à l'état-major de l'armée, a été élevé au grade de chef d'escadron ; M. Mario Clavy, aide-de-camp de S. M., commandera la compagnie des vélites à cheval de la garde royale. (*Journal de l'Empire.*)

INTÉRIEUR.

Rouen, le 30 mars.

La cour de justice criminelle et spéciale de Rouen vient de prononcer la peine de mort contre un scélérat nommé Jean Mauconduit, qui s'était rendu coupable d'un genre de crime réellement nouveau quant au plan systématique qu'il s'était formé. Cet homme, âgé de 62 ans, et qui avait jusqu'alors joui d'une bonne réputation dans la commune d'Hallenville, où il était cultivateur, mû par un esprit de vengeance ou de cupidité dont on ne s'explique pas trop les motifs, avait imaginé une espece d'artifice au moyen duquel il incendiait tantôt une maison et tantôt une grange. Il avait commencé par mettre ainsi le feu à son domicile, et dans le cours de huit mois il commit dix incendies. Des artifices trouvés dans des lieux où ils n'avaient pas produit leur effet, comparés avec d'autres artifices qu'on a découverts dans une armoire de l'incendiaire, joints aux dépositions de 74 témoins, ont porté l'évidence du crime à un tel degré, que l'avocat chargé de le défendre n'a pas cru pouvoir remplir son ministère.

Paris, le 3 avril.

La classe de philosophie spéculative de l'Académie de Berlin, en décernant le prix du dernier concours au Mémoire de M. David-Théodore-Auguste Suabedissen, a accordé l'accessit à un Mémoire venant d'une des provinces méridionales de la France, dont l'auteur ne s'était pas fait connaître.

La classe avait exprimé le regret de n'être pas dans le cas de décerner une seconde médaille à l'auteur de ce Mémoire, parce qu'il ne s'était pas nommé ; mais il vient d'être reconnu que cet auteur est M. Maine-Biran, correspondant de l'Institut de France, sous-préfet de l'arrondissement de Bergerac, qui a déjà remporté deux prix à

¹ Institut l'un sur l'influence de l'habitude, l'autre sur l'Analyse des facultés intellectuelles, et la médaille lui a été envoyée par l'Académie.

DÉCRETS IMPÉRIAUX.

Rapport à S. M. l'EMPEREUR ET ROY, sur l'affaire du sous-préfet de Spire.

SIRE,

Votre Majesté a renvoyé à une commission l'examen de la conduite du sieur Verny, sous-préfet de Spire, contre lequel plusieurs chefs d'accusation ont été portés.

La commission, d'après la nature de ces inculpations, les a d'abord divisées en deux classes.

Dans la première, elle a rangé les accusations relatives à l'administration du sieur Verny, et à l'exercice ou l'abus de l'autorité qui lui est confiée, et qui, si les faits étaient justifiés, constitueraient de véritables délits;

Dans la deuxième, elle a rangé les reproches faits à ses mœurs, à sa conduite, et qui, s'ils étaient fondés, seraient des torts susceptibles d'altérer, à un degré plus ou moins fort, la confiance du Gouvernement et la considération publique.

PREMIÈRE PARTIE.

Accusations contre la conduite administrative du sieur Verny.

Il est inculpé :

1^o D'avoir cherché à s'approprier une somme de 600 fr. à lui confiée pour faire, par la voie de la police, des découvertes utiles à l'administration;

2^o D'avoir chargé de la pépinière de Spire Jean Becker, en écartant Jean Freytag, qui servait à moindres frais;

3^o D'avoir fait cultiver en légumes, à son profit une partie de la pépinière;

4^o D'avoir été partial dans la distribution, et d'avoir toléré des infidélités dans la plantation des arbres;

5^o D'avoir employé Jean Becker à la conscription, et d'avoir toléré ses escroqueries;

6^o D'avoir compté d'une manière peu satisfaisante, des fonds perçus pour habiller les Gardes nationales requises, et d'avoir souffert de l'infidélité dans la distribution des habits;

7^o D'avoir fait payer une dépense considérable faite par lui dans une auberge à Frankental;

8^o D'avoir souffert les dévastations de la forêt communale de Neustadt;

9^o D'avoir admis Charles Becker, négociant failli, comme secrétaire, et toléré ses escroqueries, telles que ventes de permissions pour danser..

En parcourant ces divers points, la commission a vérifié sur les pièces produites et unanimement reconnu :

§. I^{er}. Sur l'accusation d'avoir voulu s'approprier 600 fr.

Qu'ayant reçu cette somme pour l'employer à faire, par des moyens de police, des découvertes désirées par le conseiller-d'état Jollivet, il a fait faire des démarches et des voyages par divers individus et à plusieurs reprises.

Il existe aux pièces une note fournie de ces frais de voyage, et de l'indemnité pour le tems employé à des recherches.

Quelques-uns même ont été faits sur l'ordre du préfet, et pour l'intention indiquée, à ce qu'il paraît.

Chaque personne employée a donné un reçu de ce qu'elle a touché et les sommes allouées à chacun sont modiques; car elles ne passent pas 7 fr. par jour employé hors du domicile des individus.

Le total se monte à 583 fr.

L'administrateur qui avait donné les 600 fr. n'a pas voulu admettre l'emploi qui en avait été fait; il en a ordonné la restitution et les parties prenantes l'ont effectuée.

Rien en cela ne paraît propre à inculper ni même à faire soupçonner le sieur Verny.

Les dépenses sont modiques; quelques-unes sont indiquées par le préfet; chaque individu avait peu à toucher, et il a paru en outre peu vraisemblable à la commission, que des fonctionnaires publics missent ainsi cinq à six personnes dans la confidence, pour supposer des dépenses si minces et partager avec elles une somme de 583 fr.

Elle a même pensé qu'il y avait eu une rigueur, motivée peut-être sur le peu de succès des démarches, mais toujours fort grande, à rejeter l'état des dépenses produit.

§. II, III et IV. Sur l'accusation d'avoir placé à la pépinière Jean Becker, etc.

Le préfet atteste et il paraît certain que Jean Becker, dont on a depuis accusé la probité, mais qui avait une grande intelligence, a dirigé gratuitement les travaux de la pépinière qui a été établie pour repeupler cet arrondissement dévasté lors de la dernière guerre, et dont les routes impériales ou vicinales, les terres domaniales ou privées, n'offraient plus d'arbres plantés, qui pussent être la ressource ou l'espérance des habitants.

L'établissement a eu lieu avec des fonds fournis par les communes, qui en ont été remboursées en arbres et en ont reçu une telle quantité, outre ce qui a été vendu aux particuliers, que, de l'aveu de tout le monde, plus de 600 mille pieds d'arbres qui en sont sortis, parent et enrichissent aujourd'hui les routes et les terres de cet arrondissement.

C'est ce que les témoignages des administrateurs du pays, de plusieurs sénateurs, de généraux et propriétaires ont attesté à la commission.

Elle n'a trouvé au reste et n'a cherché aucuns renseignements, sur l'inculpation d'avoir fait cultiver des légumes dans la pépinière au profit du sous-préfet.

Il est possible et probable au surplus que les mesures prises pour obliger les riverains à faire les nombreuses plantations, aient trouvé de la résistance d'abord, et fait naître de l'humeur, quand on a voulu la vaincre.

Que de là, quelques mécontentemens qui auront inspiré des plaintes, trop vite, trop facilement accueillies, mais dont aucune, selon le préfet, n'a été négligée et n'a été trouvée fondée, après sa vérification, sur lesquelles aucune preuve, aucune présomption n'ont été trouvées.

§. V. Sur l'accusation d'avoir employé Jean Becker à la conscription, etc.

On a remarqué d'abord que Jean Becker n'a jamais été employé officiellement par le sous-préfet, mais peut-être officieusement par des particuliers aux opérations de la conscription.

Il a agi, à ce qu'il paraît, comme tous les faiseurs d'affaires des autres départemens, qui approchaient de l'administration.

Il a été accusé, interrogé par le préfet, mis en jugement; et rien n'a prouvé, malgré tout ce qui avait été publié, que le sieur Verny eût rien de commun avec lui, ni qu'il eût connu ou toléré sa conduite.

Jean Becker avait un titre public en vertu duquel il agissait, non pour la levée de la conscription, mais pour celle des gardes nationales réquisitionnaires, comme chef de cohorte.

Il a été à cet égard dénoncé par le sieur Verny lui-même au magistrat de sûreté (la lettre est aux pièces), mis en jugement et condamné.

Rien dans les pièces produites, ni même dans les détails fournis dans les inductions tirées, n'a fait apparaître de rapports entre Jean Becker et le sieur Verny.

Le premier était un intrigant qui savait, en se rendant utile dans quelques parties, se donner l'apparence du crédit de l'influence, et en profitait pour mettre à contribution l'ignorance ou la simplicité des habitants.

§. VI. Sur la comptabilité de l'habillement de la garde nationale et la distribution des habits.

1^o. La comptabilité des fonds fournis par les communes pour habiller les gardes nationales requises, n'a jamais regardé M. Verny que comme surveillant.

Les communes payaient au receveur désigné les sommes pour lesquelles elles étaient taxées.

Le receveur a rendu au préfet le compte de ces sommes; le préfet l'a réglé, et le sieur Verny n'a pris à cela aucune part.

2^o. La distribution des habits regardait Jean Becker, chef de cohorte; s'il a commis quelque infidélité, ce qui n'est pas établi, le sieur Verny ne paraît avoir eu avec lui aucune relation à cet égard.

Il s'est borné à dire aux maires, dans une réunion qui eut lieu pour un autre objet, de donner les reçus de fournitures pour leurs communes, et il paraît avoir même eu soin de ne pas laisser employer, comme pièces comptables, les récépissés donnés par eux avant la vérification de la délivrance réelle des effets.

§. VII. Dévastation de la forêt communale de Neustadt.

Il paraît que les dégâts ont eu lieu dans les bois communaux de Neustadt, sous l'ancien maire destitué pour ce fait.

Les tribunaux ont été saisis de l'affaire; ils ont entendu des témoins, et quoiqu'ils ne puissent

d'après l'ensemble des faits et des circonstances, être suspects de partialité en faveur du sieur Verny, il n'a pas été impliqué dans l'affaire.

Une lettre du nouveau maire de Neustadt, et qui est aux pièces, donne même à cet égard des détails aussi satisfaisants que favorables au sieur Verny.

§. VIII. Sur l'accusation d'avoir pris Charles Becker, négociant failli, comme secrétaire de la sous-préfecture, et d'avoir toléré ses escroqueries.

Le préfet du Mont-Tonnerre atteste, et il paraît constant que Charles Becker a été trouvé et non pas appelé à la sous-préfecture, quand le sieur Verny y est arrivé.

Cet homme avait alors, à ce qu'il paraît, une réputation contestée et douteuse; mais il n'avait pas fait faillite.

Il fut accusé de vénalité, de corruption; et dès l'époque du couronnement de V. M., c'est-à-dire il y a quatre ans, le sieur Verny lui-même l'a renvoyé, d'après les plaintes qui s'étaient élevées contre lui, et ne l'a jamais employé depuis. Le préfet atteste que, depuis 2 ans, le sieur Verny n'a eu aucun rapport avec Becker, ni personnel de sa maison.

§. IX. D'avoir fait payer par une commune une dépense considérable, faite dans une auberge.

Lors de la conscription, le sous-préfet, les officiers de recrutement, les officiers de gendarmerie, etc. étaient à Frankental et y dînèrent à l'auberge.

Dans les pays réunis, on observe que les maires étaient dans l'usage de payer la dépense du bailli et autres fonctionnaires qui venaient dans leurs communes.

En conséquence, la dépense de ce repas fut portée en compte dans les dépenses de la commune.

Le sous-préfet, le préfet l'ont rejetée du compte communal; elle est restée ainsi à la charge de ceux qui y avaient pris part, et il paraît même que, sous le rapport de dépense publique, le cabaretier l'avait considérablement exagérée.

Ainsi ont été parcourus par la commission les chefs d'imputation positifs qui pouvaient porter sur le sieur Verny, comme administrateur, sans trouver rien qui les justifiait, qui donnât même des présomptions assez fortes pour l'accuser sur aucun point.

Son administration même, loin d'être accusable en général, d'après ce que la commission a vu, a reçu d'honorables témoignages, mais dont nous remettons à parler à la fin du rapport.

SECONDE PARTIE.

Imputations faites aux mœurs du sieur Verny et à sa conduite ultérieure ou postérieure à ses fonctions de sous-préfet.

(La commission entre dans le détail de ces imputations, et reconnaît qu'elles sont destituées de fondement.)

Le peu de fondement du premier grief, le défaut de preuves, même de présomptions pour les autres et la présence d'attestations respectables et dignes de toute créance, ont porté votre commission à croire, que quelques passions ont dicté des accusations qu'on s'est trop empressé d'accueillir; elle a conclu à l'unanimité,

Qu'il n'y a lieu à inculpation contre le sieur Verny, sous-préfet de Spire.

Nous sommes avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté, Les très-humbles, très-obéissants serviteurs et fideles sujets.

Signé, MARET, TREILHARD, et REGNAUD (DE SAINT-JEAN-D'ANGELY), président de la commission.

Approuvé au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} avril 1808.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur, Le ministre secrétaire-d'état, Signé, H. B. MARET.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 10 janvier 1808, sur la demande de Martin Vallières, bourselier à Dammarie, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Tours, département de l'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Gilles Vallières, parti comme volontaire en 1793 pour le

service militaire, et dont on n'a pas eu de nouvelles depuis le mois de germinal an 2.

Par jugement du 20 janvier 1808, sur la demande de Magdelaine Deslies, veuve en secondes noces de Joseph Faucheur, laboureur à la Bourgeoisie, commune de Crotelles,

Le tribunal de première instance à Tours, département d'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Paul Guiot, soldat au service militaire de l'Etat.

Par jugement du 20 janvier 1808, sur la demande d'Anne Verger, femme majeure d'Urbain Bidault,

Le tribunal de première instance à Tours, département d'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête contradictoirement avec le procureur impérial, pour constater l'absence dudit Urbain Bidault.

Par jugement du 20 janvier 1808, sur la demande de Marie-Reine Vauseur, épouse de Michel-Jacques Serrurier,

Le tribunal de première instance à Tours, département d'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence dudit Michel-Jacques, disparu en 1796 de la commune d'Amboise, sans qu'on ait eu de ses nouvelles depuis cette époque.

Par jugement du 5 février 1808, sur la demande des héritiers présomptifs de Paul Grimm,

Le tribunal de première instance à Deux-Ponts, département du Mont-Tonnerre, a ordonné une enquête pour constater l'absence dudit Paul Grimm, disparu depuis plus de 40 ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 27 janvier 1808, sur la demande de Gervaise Monge, veuve Lyannaz,

Le tribunal de première instance à Genève, département du Léman, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean, François, Joseph et Pierre Monge, ci-devant domiciliés à Saint-Julien.

Par jugement du 21 décembre 1807, sur la demande de François Venon, comme mari d'Anne Trassard, de la commune de Cherre,

Le tribunal de première instance séant à Mameis, département de la Sarthe, a déclaré l'absence de Joseph Trassard.

Par jugement du 19 janvier 1808, sur la demande de Jean-Marie-Grégoire Lefebvre, marchand Chapelier à Calais,

Le tribunal de première instance à Boulogne, département du Pas-de-Calais, a déclaré François-Pacifique Lefebvre absent.

Par jugement du 20 janvier 1808, sur la demande de Jean-Jacques et Jean-Pierre Amaz, domiciliés en la commune de Nave,

Le tribunal de première instance à Annecy, département du Mont-Blanc, a déclaré l'absence de Jean de Rouzier.

Par jugement du 7 mars 1808, sur la demande de l'administration des domaines en envoi en possession de la succession de Michel Jacqueline, fils naturel, décédé dans la commune de Cussy, le 17 mars 1807,

Le tribunal de première instance à Bayeux, département du Calvados, avant faire droit sur ladite demande, a autorisé l'administration à régir ladite succession, et à faire vendre le mobilier dudit Jacqueline, en se conformant au Code de procédure, pour la vente de ces sortes de biens.

Par jugement du 25 février 1808, sur la demande de Claude Marmillon, tuteur des enfans de Louis Gerard,

Le tribunal de première instance à Arcy-sur-Aube, département de l'Aube, a déclaré l'absence de Jacques Gerard.

MÉDECINE.

Consultations de médecine; par M. Barthez, médecin du Gouvernement (1).

Il manquait à la médecine un ouvrage de consultations qui pût servir de modèle et de guide, qui réunît aux préceptes de l'art, l'esprit d'une bonne observation et la profondeur des pensées. Nous possédions dans ce genre quelques ouvrages étrangers, et un petit nombre d'écrits en français; aucun d'eux ne pouvait être considéré comme ouvrage classique. Les Consultations de Barthez nous étaient promises depuis long-temps; elles ont paru, et n'ont point trompé notre attente. La méthode suivie par l'auteur, la parfaite exposition des systèmes, le développement des causes et leur explication naturelle, l'art de tirer de justes inductions, et la sagesse des conseils jointe aux connaissances raisonnées et les plus approfondies de la matière médicale, tout doit faire considérer cet ouvrage comme le traité des maladies chroniques le plus précieux et le plus instructif que nous ayons. Les maladies n'y sont point examinées d'une manière vague et générale; ce sont au contraire des faits particuliers présentés sous les diverses modifications que prennent ordinairement les affections morbifiques, et les lésions des divers systèmes de l'économie vivante. Ici on s'identifie avec le malade, on le suit, on l'observe, on croit le voir; il commande notre intérêt, et on se pénétre parfaitement de sa situation.

Les Consultations ont encore sur les traités généraux un avantage qu'on n'apprécie pas assez: c'est que l'auteur est obligé de prévoir les événements possibles, le peu de succès des médicaments proposés, et d'anticiper sur le tems pour préparer d'avance ceux qui conviendraient le mieux: si les premiers ne réussissaient pas. De sorte qu'on épuise, pour les bien faire, toutes les ressources de la science, du génie et de la méditation.

Barthez donnait aux sciences un soin tout particulier; on croirait en le lisant qu'il fondait sur elles sa réputation de praticien habile; on se persuade aussi qu'il redoutait de ne transmettre à la postérité que le nom d'un homme purement systématique. Ne savait-il pas que la gloire des médecins que nous révérons, repose entièrement sur des ouvrages d'observation, tandis que les hypothèses ont été la proie du tems, des révolutions qu'éprouvent les sciences, et de l'esprit de critique? Hippocrate, Baillou, Sydenham, Rivière, Stool, sont à nos yeux de grands observateurs, honorés de la palme de l'immortalité; mais les théories pompeuses de tant d'autres médecins qui ont étonné leur siècle, ne forment plus qu'une ombre au tableau de l'histoire médicale, et on ne les cite que comme des efforts de l'imagination, ou plus souvent comme des erreurs de l'esprit humain.

Il n'est pas facile d'analyser un ouvrage entièrement composé de faits isolés et qui ne se lient point, mais on peut donner une idée générale de son utilité, en disant par exemple quelques mots de la phthisie pulmonaire, maladie fréquente, liée à tant de causes différentes, déterminée souvent par l'impérialité, et qui est fréquemment l'écueil des médecins les plus éclairés.

Dans une vingtaine de consultations, elle y est présentée sous toutes ses physionomies particulières. C'est là qu'on distingue les ressources de Barthez trop profondément instruit pour désespérer jamais des malades.

Quoiqu'il prescrivit toujours de procéder analytiquement dans la cure des maladies, il ne laissait pas que d'employer, dans le besoin, les remèdes empiriques et palliatifs dont l'expérience avait justifié l'usage. On ne peut pas dire rigoureusement que sa pratique fût simple à moins qu'on n'attache à cette expression l'idée d'une médecine presque entièrement dépourvue des médicaments étrangers. Il tire en effet un parti fort avantageux de nos richesses indigènes, et il déploie un art tout particulier dans les modifications et les combinaisons des différens remèdes administrés. Il ordonne, par exemple, le lait dans bien des circonstances; mais il ne passe pas à tous les individus, chacun ayant son idiosyncrasie particulière. Alors Barthez, qui connaissait ses vertus balsamiques et tempérantes, l'associait tantôt au quinquina, à l'eau de fleurs d'orange, tantôt à l'eau d'orge, l'eau de chaux, l'eau de menthe et même aux sucres des plantes, sur-tout à ceux de cresson et de chicorée dans lesquels il avait la plus grande confiance contre la phthisie. Il est à remarquer, au sujet de cette maladie, que Barthez dit dans une de ses consultations, que les remèdes doux, les corps sucrés et les sirops peuvent bien un instant en

imposer aux malades et masquer les symptômes, mais qu'ils ne guérissent pas complètement.

Les bornes de cette notice ne nous permettent pas d'analyser la méthode et de suivre la marche de l'auteur dans le traitement des maladies nerveuses, dans ces maladies qui avaient disparu un instant pour se prononcer de nouveau avec autant d'énergie que jamais. Mais on lira avec le plus grand intérêt ses nombreuses consultations sur ces affections protéiformes, et nous saisissons cette occasion pour le défendre contre l'imputation mal fondée d'avoir fait une médecine d'épreuves. Il n'emploie, il ne propose qu'avec une réserve extrême sa méthode perturbatrice, méthode qui, dirigée par des mains habiles, sera toujours usitée dans les maladies où l'élément spasmodique ne peut être soumis à l'empire des moyens ordinaires.

Nous aimons à croire qu'on trouvera dans cet ouvrage des vues utiles et neuves, et des idées d'une savante et saine pratique; comme sa lecture nous a été extrêmement profitable, nous avons saisi l'occasion de rendre hommage à la vérité, et de payer notre tribut de reconnaissance à la mémoire d'un homme si justement célèbre.

Pour compléter un ouvrage aussi important, on a ajouté plusieurs consultations de Fouquet, Lamure, Leroy, Bouvard, Broussonnet et de M. Sabatier. On aime à voir ces grands praticiens en rapport les uns avec les autres; il est agréable de pouvoir comparer les faits, la pratique, et de les voir soumis à l'empire de l'expérience dépouillé de l'esprit de système.

L'hémoptysie, les catarrhes, les convulsions, les skires, les vices scorbutiques, vénériens, dartreux, les coliques, la paralysie, les rhumatismes, les suppressions, les pertes, toutes les maladies chroniques sont traitées dans ces deux volumes avec la plus grande profondeur. Après avoir épuisé la lecture des livres théoriques, le médecin se reposera avec satisfaction en lisant un ouvrage de pratique, dépouillé de tout esprit de controverse médicale.

B. F. D. M. P.

ÉCONOMIE RURALE.

Renseignemens sur la culture du coton à Iwica (1), fournis par don Matheo, Val de Moro; juge d'Iwica, etc.

Le coton se cultive à Iwica dans les terres basses et susceptibles d'irrigation. On choisit les meilleures et les plus fortes, suivant la coutume des habitans, qui croient toujours devoir appliquer les meilleures terres aux plantes délicates; mais il réussit mieux et devient plus robuste dans les terres légères.

On prépare la terre destinée à recevoir le coton par quatre ou cinq labours. Le premier se donne à Noël, le second vers le commencement de janvier, et le troisième immédiatement après. On a soin que le second soit en travers du premier, et le troisième en travers du second. On a la même précaution pour les deux autres labours que l'on donne au mois de mars. On fume ensuite le terrain, en mettant deux charges de fumier (charge d'une mule), pour une étendue de terrain qui a neuf pas de long sur trois de large: on l'enterre au moyen de deux labours à la charrue.

Lorsque le terrain est fumé, on le dispose de manière à recevoir facilement les irrigations. Pour cet effet on le distribue en planches, dont la largeur est de onze pas, et la longueur indéterminée. L'on réserve, de chaque côté de ces planches, un espace d'un pas de large pour les rigoles destinées à amener l'eau, et l'on pratique de pas en pas, dans le reste, des sillons transversaux et peu profonds dont l'intervalle est en dos d'âne.

L'époque des semailles varie depuis le commencement d'avril jusqu'au milieu de mai. Elles se font en pratiquant sur le penchant des sillons, et à trois travers de doigt au-dessus de leur partie la plus profonde, de petits creux, dans chacun desquels on met sept à huit graines que l'on choisit parmi les plus noires et les plus pesantes. Lorsqu'on ne fait ces creux que d'un côté du sillon, on donne un pas à l'intervalle qui les sépare; lorsqu'au contraire on les met des deux côtés du sillon, on les fait alterner, et l'on donne deux pas d'intervalle à ceux d'une même rangée.

Lorsqu'il ne pleut pas au moment où l'on fait les semailles, on donne aussitôt après un arrosage, que l'on renouvelle de quatre en quatre jours, jusqu'à ce que le coton commence à lever, et ayant soin, dans le cas où il fait froid, d'employer l'eau au moment où on vient de la tirer de terre (2). L'on fait ensuite, à six jours d'intervalle

(1) Isle située sur la côte orientale de l'Espagne.

(2) Toute l'eau que l'on emploie à l'arrosage du coton, se tire de puits peu profonds au moyen de roues à godets. Elle passe d'abord dans un réservoir, où on la conserve quelque tems, dans certaines occasions, avant de l'employer, pour qu'elle prenne la température de l'atmosphère.

(1) Deux vol. in-8°. Prix, 12 fr., et 15 fr. par la poste.

A Paris, chez Léopold Collin, libraire, rue Cit-le-Cœur, n° 4.

l'un de l'autre, trois nouveaux arrosements, après le dernier desquels on rompt la terre à l'aide d'un petit hoyau, en ayant soin d'en tirer les mauvaises herbes. Dix ou quatorze jours après, suivant l'état du terrain et de l'atmosphère, on fait un nouvel arrosement, que l'on répète deux ou trois fois. Immédiatement avant le dernier, on arrache de chaque touffe tous les pieds qui excèdent le nombre de quatre. On donne, à cette époque, avec un petit hoyau, un second labour un peu plus profond que le premier; l'on arrose ensuite la terre, de six en six jours, jusqu'au troisième labour, que l'on donne au commencement de juillet, époque où l'on arrache encore deux pieds de chaque touffe de coton, de manière à n'en laisser que deux, et à laquelle on donne un troisième labour encore plus profond que le second. On a soin, en le donnant, de ramasser la terre sur les racines des plantes que l'on a conservées. Depuis ce moment on ne donne plus de labour, si ce n'est pour ôter les mauvaises herbes, et l'on règle la fréquence des arrosements, suivant l'état de sécheresse du terrain et de l'atmosphère, jusqu'au moment où la terre est entièrement couverte par le coton. On les limite alors à des intervalles de 14 jours jusqu'à la fin de septembre, où on les suspend tout-à-fait, lorsque les plantes sont suffisamment vigoureuses.

Les capsules de coton ne commencent à acquies leur maturité parfaite et à s'ouvrir qu'au commencement d'octobre. Le froid et même les gelées, pourvu qu'elles soient accompagnées de sécheresse, ne leur sont point nuisibles; l'humidité, au contraire, les fait pourrir; la récolte dure jusqu'au commencement de janvier.

L'espece de coton cultivée dans Ivica, à demi-frutescente, donne des récoltes pendant quelques années; mais il faut pour cela couper chaque hiver les vieilles tiges à peu de distance de la racine. Cette opération, qui demande un instrument bien affilé, se fait dans le mois de mars, à moins que le tems ne soit trop froid, cas dans lequel on la renvoie au mois d'avril. Lorsque la vieille tige est vivante dans toute cette partie, on en conserve la base jusqu'à trois ou quatre travers de doigt au-dessus de terre, sinon on la coupe plus bas, et même jusqu'aux racines, si cela est nécessaire. Lorsqu'un des pieds de l'une des touffes ou même tous les deux sont morts, on ne les remplace pas, si toutes les touffes collatérales sont vivantes; mais si deux touffes voisines sont mortes, on remplit l'intervalle qu'elles laissent, en semant de nouvelles graines dans le lieu qu'elles occupaient. Peu de jours après la taille, on donne un bon labour, et on ôte toutes les mauvaises herbes qui ont crû pendant l'hiver. On arrose ensuite autant que cela est nécessaire, sans travailler davantage la terre, jusqu'à ce que le coton soit levé. En juin on donne un labour, et on arrose ensuite de huit en huit jours, jusqu'à ce que le coton vienne à couvrir entièrement la terre. On travaille d'ailleurs le terrain comme l'année précédente, si ce n'est qu'on supprime un des labours. Dans les années tempérées, le coton peut se conserver ainsi quatre années, ou même cinq, mais il est très-faible la dernière; lorsqu'il fait froid, on ne le conserve que trois ans.

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE.

Ce théâtre, dans une même soirée, vient de perdre le talent le plus précieux, d'en recouvrer un très-brillant, d'en acquies ou plutôt d'en essayer un troisième qui donne des espérances flatteuses: M^{me} Saint-Aubin a joué pour la dernière fois: M^{me} Duret, sa fille, réparait près d'elle sur la scène; enfin pour la première fois, et pour cette fois seule, une autre fille de M^{me} Saint-Aubin, très-jeune encore, sollicitait l'indulgence et l'encouragement dus à son âge, sous les auspices de sa sœur et de sa mère: cette représentation, qu'on pourrait appeler de famille, avait encore un autre motif d'intérêt: le produit en était destiné à la veuve d'un comédien estimé du public et regretté de ses camarades, Duzaireville, excellent dans nombre de rôles de paysans, de niais ou de grimes, dans lesquels il sera difficilement remplacé; aussi la salle présentait-elle le spectacle d'une affluence extraordinaire et d'une réunion très-brillante.

M^{me} Saint-Aubin a reçu dans cette soirée des marques si flatteuses de l'intérêt qu'inspire son talent, et des regrets qu'excite sa perte, qu'il nous est impossible de les lui exprimer ici: ces regrets d'ailleurs prendraient involontairement l'expression de la plainte, et du reproche peut-être;

nous demanderions comment, douée du talent le plus flexible, habile à saisir tous les caractères, et à revêtir en comédienne consommée la physionomie de tous les personnages, une actrice chère au public se résout si tôt à se priver de ses suffrages: mais nous outrepasserions ainsi nos droits, et nous occuperions d'objets qui nous doivent être étrangers: nous ne parlerons donc ici que du sentiment général qui a régné pendant cette représentation, des regrets qui devenaient d'autant plus vifs, que le jeu de M^{me} Saint-Aubin semblait encore plus vrai, plus naturel et plus aimable: dans *le Prisonnier*, sa jeune fille jouait le rôle de Laure, qu'elle a tant de fois embelli de sa grâce et de sa naïveté piquante: cette jeune personne a paru dans ce rôle héritière de quelques-unes des qualités de sa mère, et peut-être adoucira-t-elle un jour, en la remplaçant, le sentiment de la perte réelle que fait en ce moment l'Opéra-Comique.

Après la représentation, le public a voulu revoir M^{me} Saint-Aubin; elle a paru accompagnée de ses principaux camarades, au milieu des applaudissements les plus vifs: elle a présenté ses deux filles aux spectateurs, comme pour leur demander de reporter sur elles une partie de cette faveur qu'elle-même n'a cessé de mériter et d'obtenir dans le cours trop borné de sa carrière théâtrale.

S....

CONCERTS.

M. Libon, premier violon de la musique particulière de S. M. l'Impératrice et Reine, donnera incessamment un concert au Théâtre Olympique, dans lequel M^{lle} Colbran chantera, entr'autres morceaux, la scène de Crescentini, que le public a témoigné le désir d'entendre une seconde fois.

S'adresser pour la location des loges au magasin de musique de M. Momigny, boulevard Poissonnière, n° 20.

Prix des places.

Premières loges	12 f.
Secondes loges	10
Troisièmes loges	7 10
Rez-chaussée et orchestre	6
Parquet	4
Quatrièmes loges	3

LIBRAIRIE.

Etat actuel de la législation sur l'administration des troupes; dédié à S. A. S. Mgr le prince et maréchal Alexandre Berthier, duc souverain de Neuchâtel et Valangin, vice-connétable de l'Empire, etc.; par M. P. N. Quillet, chef du bureau de la solde au département de la guerre. Troisième édition, revue, corrigée et considérablement augmentée. Trois vol. in-8° brochés, avec tableaux.

Utilis et bellorum et pacis rebus agendis.

Juv. Sat. XIV, v. 62.

Les deux premières éditions de cet ouvrage ont été enlevées si rapidement, que l'utilité en paraît suffisamment démontrée. Il présente en effet, dans un cadre très-resserré, l'ensemble de la législation militaire, et renferme toutes les connaissances qu'il est indispensable d'acquies pour bien régir les troupes. Cette dernière édition a l'avantage sur la précédente, que le 3^e volume, qui avait paru séparément, s'y trouve entièrement refondu, que chaque article y a été rétabli à sa place, et qu'on y a ajouté tous les changements que les nouvelles dispositions avaient opérés.

Prix, 15, et 19 50 c. franc de port.

A Paris, chez Magimel, libraire pour l'art militaire, rue de Thionville, n° 9. — 1808.

On trouve chez le même libraire tous les Registres et Etats pour la comptabilité des troupes de toutes armes.

AVIS.

M. Charles Krauss, âgé de 24 ans, natif d'Ingelfingen, principauté de Hohenzollern, en Allemagne, parti, il y a un an, de Guben, près Francfort-sur-l'Oder, et ayant passé par Leipzig pour se rendre en France, le 15 juin de l'année dernière, est prié de donner de ses nouvelles et son adresse, à M. de Fabricius, conseiller intime de légation, rue du Mont-Blanc, n° 45, à Paris, qui est chargé de lui remettre des lettres fort satisfaisantes de la part de ses parents.

Les personnes, qui pourraient avoir quelque connaissance du séjour actuel du susdit Charles Krauss ou de son sort, quel qu'il soit, sont instamment priées d'en donner communication à la même adresse. On leur aura une sensible obligation et on remboursera volontiers les frais et dépenses qui auraient pu être occasionnés.

M. Castille vient de transférer son dépôt d'Encre chimique, de la rue d'Aboukir, n° 24, en celle Saint-Sauveur, n° 51; il continue de la donner à 60 centimes le litre. Cette Encre a le double avantage d'être parfaitement indélébile, et de se soutenir sur le papier le plus tendre de colle. On trouve à la même adresse, le *Cours d'étude pour la Jeunesse française*, 2 vol. in-12, prix 5 fr.; le *Cours d'arithmétique raisonnée*, in-12, prix 1 fr. 50 cent.; la *Grammaire française simplifiée*, in-12, 2 fr. Pour la commodité des maîtres de pension, on trouve chez le sieur Castille tous les livres classiques, du papier écolier et des plumes.

LIVRES DIVERS.

Mémoires de Marie-Françoise Dumesnil (1), célèbre actrice du Théâtre-Français, en réponse aux *Mémoires d'Hyppolite Clairon*; avec des notes critiques, des anecdotes qui n'ont jamais été publiées sur les grands acteurs de ce tems, et des lettres originales de Lekain; 1 vol. in-8° orné d'un superbe portrait de M. F. Dumesnil, dessiné d'après nature.

Prix, 4 fr. et 5 fr. 50 c. franc de port.

A Paris, chez Dentu, imprimeur-libraire, éditeur de la *Géographie de Pinkerton*, rue du Pont-de-Lodi, n° 3.

(1) Voyez le n° du 1^{er} d'avril, dans lequel il est parlé de cet ouvrage.

ERRATUM.

Au n° du 31 mars, article NÉCROLOGIE; par l'effet d'une transposition de lignes, on a donné à M. Rau, professeur de langues anciennes en Hollande, des qualifications qui appartiennent à M. le docteur Deimann, principal objet de l'article; il faut lire: M. Deimann, chevalier de l'Ordre royal de l'Union, et médecin consultant de S. M.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, relâche. — Demain, la remise de Chimène, et le ballet de la Rosière.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, le *Tyrant domestique*, et la *Belle Fermière*.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Buffer, la 2^e repr. dei Nemici generosi (les Ennemis généreux), précédé d'un acte de la Prova di un opera-seria.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Montano et Stéphanie. M^{me} Duret-Saint-Aubin continuera ses débuts par le rôle de Stéphanie.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, Haine aux Femmes, la Vallée de Barcelonnette, et Mincioff.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, l'Aveugle du Tirol, et la Tête du Diable.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, grands exercices d'équitation, et les Français en Pologne.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six du soir. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, en face du passage de la galerie de bois, au premier; l'entrée est par la Cour des Fontaines, n° 1. Concert tous les jours, à huit heures du soir.

Théâtre de la Nouveauté, rue de Grenelle S. - Honoré. Spectacle tous les jours, sans exception, à huit heures. M. Olivier fera les Tours les plus curieuses; et répètera les mêmes divertissements qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RR., et devant la Cour.

L'abonnement se fait à Paris, rue des Poitevins, n° 6; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour six mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire de ce journal, rue des Poitevins, n° 6. Tous les effets, sans exception, doivent être à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départements, non affranchies, ne seront point retirées de la poste. Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n° 14, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A Paris, de l'imprimerie de H. Agasse, propriétaire du *Moniteur*, rue des Poitevins, n° 14.